



**Intervention de Bruno CHAVANAT
Conseiller Municipal Groupe URC
Conseil Municipal du 4 mai 2009
Question Orale sur l'Université**

UN PLAN D'URGENCE POUR SAUVER L'ANNEE UNIVERSITAIRE à RENNES 2

Nous l'avons dit à plusieurs reprises, les évènements qui se déroulent à Rennes 2 depuis trois mois et plus particulièrement **les méthodes de blocage, les violences et les dégradations répétées** qui les accompagnent sont **inacceptables**. Elles ne font que des perdants.

Nous ne sommes plus les seuls à le dire. La prise de conscience est générale. Il n'y a plus désormais – y compris parmi ceux qui ont par le passé démontré beaucoup de complaisance pour ce type d'action-d'indulgence affichée pour des méthodes qui bafouent la liberté d'étudier et celle d'enseigner, qui **méprisent avec insistance l'expression démocratique des étudiants**.

Vous-même, Monsieur le Maire, avez fait part de votre désapprobation par voie de presse, il y a quelques semaines. C'est une première étape. Mais, devant une situation qui risque d'avoir des conséquences graves pour Rennes 2, pour ses étudiants et, au-delà de Rennes 2, pour l'université rennaise et pour l'image de la ville, **les protestations et les communiqués ne peuvent plus suffire**. Un **plan d'urgence** est nécessaire. Et la ville doit être en situation d'initiative.

Un plan d'urgence est nécessaire parce que, au-delà des questions de fond qui conditionnent l'avenir de l'université à Rennes - comment accompagner l'autonomie des universités ? Comment s'inscrire plus efficacement dans l'opération CAMPUS ? Comment accroître les échanges internationaux pour améliorer le positionnement des universités rennaises ?- il y a des situations d'urgence très concrètes qui ne peuvent pas attendre quelques mois ni même quelques semaines.

Ces situations concernent tout d'abord les étudiants qui travaillent.

Plus que les autres, les étudiants qui sont obligés de travailler pour financer leurs études sont victimes de la situation actuelle. Ils sont, au bas mot, **30 à 40% dans cette situation** et certains d'entre eux, pour pouvoir subsister, n'ont pas d'autre choix que de renoncer à suivre le rattrapage, voire à passer les examens. Pour leur venir en aide aujourd'hui, ils ne peuvent pas compter sur l'université et sur son Président qui reconnaît lui-même qu'il est **dépassé par les évènements**. La ville, elle, peut agir pour aider ponctuellement les étudiants en détresse. Si nous ne le faisons pas, nous allons accélérer le phénomène largement visible dans les amphis de première année depuis la reprise : manifestation, un grand nombre d'étudiants ont d'ores et déjà pris le parti d'abandonner.

Face à cette situation d'urgence, des initiatives ont-elles été prises pour aider les étudiants qui travaillent à se libérer pour les rattrapages et les examens ?

La ville aurait par ailleurs intérêt à faire tout ce qui est en son pouvoir pour intervenir auprès des autorités de l'université pour que les jurys d'examen délivrent les notes et les diplômes sans lesquels les dossiers de candidatures des étudiants ne peuvent pas être déposés. Or aujourd'hui, un grand

nombre d'étudiants, faute de disposer des évaluations correspondant à des examens qu'ils ont pourtant passés, ne peuvent pas préparer leur avenir proche. Là encore, il y a urgence !

Il faut ensuite aider les étudiants étrangers. Parce qu'ils en ont besoin et parce que c'est la condition pour tenter de sauver les partenariats avec l'étranger.

Ne nous cachons pas la réalité. La troisième année universitaire perturbée successive que Rennes 2 vient de connaître risque non seulement de lui coûter cher en **inscriptions annulées pour l'année prochaine** mais aussi de mettre à mal un bon nombre de ses partenariats avec l'étranger. Au cœur de ces partenariats, il y a des étudiants et de jeunes chercheurs. Bon nombre d'entre eux ont témoigné de leur désarroi. Dans la plupart des cas, le rattrapage et le passage des examens impliquent pour eux une prolongation de séjour ou un retour à Rennes avec les frais imprévus d'avion ou de séjour que cela suppose. Là encore, la ville peut prendre une initiative ponctuelle et rapide pour leur venir en aide. Elle a intérêt à le faire. C'est son devoir de le faire. Car que signifierait notre politique de soutien aux échanges internationaux et la construction d'une cité internationale si, nous ne donnons pas aujourd'hui un signe fort en direction **des étudiants étrangers en difficulté** ?

Là encore, face à cette situation d'urgence, que comptez vous faire ?

Monsieur le maire, les deux types de situation que nous venons d'évoquer exigent un plan d'urgence.

La ville a le devoir d'y participer et même d'en prendre l'initiative parce que cette initiative, dans la situation concrète de désarroi de Rennes 2 et de son Président, ne peut venir que d'elle.

Ce faisant la ville ne sort pas de son rôle. Elle a un intérêt vital à montrer son attachement à l'université et à ne pas rester dans le rôle de spectateur. Ne rien faire aujourd'hui pour répondre à l'urgence, ce serait un mauvais coup porté à l'avenir d'un grand nombre d'étudiants (et accessoirement aux efforts de leurs parents), ce serait dommageable pour Rennes 2 et l'université rennaise, ce serait infiniment regrettable pour l'image de qualité universitaire que nous souhaitons tous pour Rennes.

